

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Amnesty-Internationale-denonce-le-role-du-pouvoir-dans-la-violence>

Haïti Amnesty Internationale dénonce le rôle du pouvoir dans la violence

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : jeudi 9 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par AlterPresse

[AlterPresse, P-au-P., 8 oct. 03](#)

L'organisation internationale de défense des droits humains Amnesty International s'inquiète de « la montée de la violence politique en Haïti », qui provoque « une escalade des atteintes aux droits humains », selon un communiqué publié ce 8 octobre, à l'occasion du lancement d'un rapport sur la violence politique dans le pays, à la veille du bicentenaire de son indépendance.

Interrogée par AlterPresse sur les implications exactes du pouvoir dans les violences politiques dénoncées, Paige Whillite, chargée de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, a déclaré que dans le rapport publié, il est fait mention de « plusieurs rôles du pouvoir dans les violations / abus dénoncés ».

A part « les violations par la police », Paige Wilhite a noté que « les abus attribués aux partisans Lavalas ne sont, pour la plupart, ni dénoncés par Fanmi Lavalas (parti au pouvoir) ni suivis d'enquête policière / action judiciaire ».

Dans son rapport, Amnesty International évoque les troubles qui durent depuis plus de 2 semaines aux Gonaïves (Centre-ouest), suite à l'assassinat du chef de « L'Armée Cannibale », Amiot Métayer. A propos des brutalités policières ayant causé des morts aux Gonaïves, l'organisation internationale a fait savoir que « le droit à la vie et à l'intégrité doit être garanti, même en cas d'état d'urgence ou de troubles à l'ordre public ».

En ce qui concerne des « abus » enregistrés dans le Plateau Central, où se sont produites des actions armées, « on demande au gouvernement de prendre ses responsabilités au sérieux », a déclaré Paige Wilhite à AlterPresse. Le rapport recommande « une enquête approfondie » pour établir les faits, trouver les responsables et prendre des dispositions pour protéger les droits des citoyens, « au lieu de faire simplement des accusations faciles », a-t-elle souligné.

En ce qui concerne la torture, maintes fois dénoncée par des citoyens, Paige Wilhite a indiqué à AlterPresse que c'est « un problème prioritaire pour nous ». Mentionnant le cas de la militante politique Judie Roi et ses compagnons, arrêtés en juillet dernier, Amnesty International souligne que les autorités ne peuvent pas essayer de « justifier » les mauvais traitements ou la torture en accusant les victimes d'être des « terroristes ». Ce type de « justification par accusation de terrorisme » est « un des plus graves effets » de ce que les autorités américaines appellent « War on Terrorism », a estimé Paige Wilhite.

Paige Wilhite a affirmé que l'organisation internationale a pris note des récentes dénonciations de torture, faites par l'étudiant haïtien Nesly Numa.

« Cela a l'air très grave », a-t-elle dit. C'est un cas « qu'on va devoir regarder de plus près et soulever avec les autorités », a-t-elle promis.

Amnesty Internationale se penche également sur les violations de la liberté de la presse en Haïti et recommande « comme toujours » au gouvernement de garantir cette liberté et d'entreprendre des actions en rapport aux cas d'abus. Le gouvernement a la responsabilité de faire respecter les droits et de combattre les abus, a conclu Paige Wilhite.